

## FAITS MARQUANTS DES OS 32 ET DES GTS: VENDREDI, 4 JUIN 2010

Dans la matinée, la séance plénière de l'AWG-KP s'est réunie. Les groupes de contact et les consultations informelles ont eu lieu dans la matinée et l'après-midi sur des questions incluant les communications nationales de l'annexe I et les dispositions pour les réunions intergouvernementales dans le cadre du SBI, point 3 (préparation d'un résultat qui sera présenté à la CdP 16) dans le cadre de l'AWG-LCA, les réductions d'émissions de l'annexe I et les questions diverses relevant de l'AWG-KP. Un groupe de contact conjoint SBI / SBSTA sur le transfert de technologie s'est également réuni dans la matinée. Dans la soirée, s'est tenu aussi le forum des points focaux dans le cadre du programme de travail de Nairobi (PTN) sur les impacts, la vulnérabilité et l'adaptation.

### PLÉNIÈRE DE L'AWG-KP

Dans la matinée, Ashe, le président de l'AWG-KP, a convoqué une plénière de ce Groupe de travail pour faire le bilan. Charles, le co-président, a indiqué que le groupe de contact sur les réductions d'émissions de l'annexe I s'est réuni à deux reprises pour examiner la note du Secrétariat sur la compilation des engagements (FCCC/KP/AWG/2010/INF.1) et le niveau global d'ambition. Il a transmis la demande des parties de reconstituer un groupe de contact sur les questions juridiques. Ashe, le président de l'AWG-KP, a expliqué que le groupe devrait débattre des aspects juridiques de l'entrée en vigueur des amendements proposés au Protocole conformément à l'article 3.9 (engagements futurs), afin d'éviter un décalage entre les première et deuxième périodes d'engagement. Les parties ont convenu que María Andrea Albán Durán (Colombie) et Gerhard Loibl (Autriche) co-présideront le groupe de contact.

Présentant le rapport du groupe de contact sur les questions diverses, Dovland, le vice-président de l'AWG-KP, a expliqué que les discussions tournent autour des questions incluant la délivrance d'unités de quantité attribuée (UQA), les unités d'absorption (UAB) et extension de la part des fonds destinée à l'adaptation. Il a souligné l'absence de consensus sur l'inclusion de nouveaux gaz à effet de serre (GES). À propos de l'UTCATF, le co-animateur Rocha a souligné les «conversations positives» sur les niveaux de référence et les activités de gestion forestière.

Andrew Ure (Australie) a rapporté que dans les consultations informelles sur les conséquences potentielles des mesures de riposte, les parties n'ont toujours pas pu parvenir à un consensus sur la création d'une instance permanente. Le président Ashe a noté des discussions similaires au sein de l'AWG-LCA, du SBI et du SBSTA, soulignant qu'un accord est peu probable tant que la question n'est pas résolue dans les autres instances, et qu'il tiendrait des consultations avec les présidents des autres groupes sur la manière d'avancer.

## GROUPES DE CONTACT ET CONSULTATIONS INFORMELLES

**Point 3 (AWG-LCA):** Atténuation et Évaluation, notification et vérification (MRV) par les pays en développement: Au cours du groupe de contact de l'AWG-LCA, dans la matinée, les parties se sont concentrées sur les mesures d'atténuation prises par les pays en développement et sur le dispositif connexe de MRV, en s'appuyant sur les questions préparées par le président de l'AWG-LCA. ([http://unfccc.int/files/meetings/ad\\_hoc\\_working\\_groups/lca/application/pdf/mitigation\\_actions\\_by\\_developing\\_countries\\_and\\_associated\\_mrv\\_3\\_june.pdf](http://unfccc.int/files/meetings/ad_hoc_working_groups/lca/application/pdf/mitigation_actions_by_developing_countries_and_associated_mrv_3_june.pdf)).

L'Australie, au nom du GROUPE DE COORDINATION, a souligné la soumission conjointe du Groupe sur la transparence, le dispositif de MRV et la consultation et l'analyse internationales (CAI). Elle a expliqué que les parties à l'annexe I devront faire plus que les pays non-parties à l'annexe I en termes de fréquence, de contenu et de processus d'examen, reconnaissant les obligations de financement des pays de l'annexe I en vertu de l'article 4.3 de la Convention (obligations financières). Elle a indiqué que le système serait applicable aux PMA, à leur discrétion et a appelé à des inventaires annuels par les pays de l'annexe I, et à des inventaires biennaux par les pays non visés à l'annexe I, en utilisant les lignes directrices de 2006 du GIEC.

Le GROUPE DE COORDINATION a également appelé à des communications biennales rationalisées comportant des informations sur la mise en œuvre des questions, telles que: les objectifs et / ou actions; les impacts des émissions; les méthodologies, la fourniture ou la réception du financement; la technologie et le soutien au renforcement des capacités, ainsi que l'utilisation du commerce international et des compensations. L'Australie a indiqué que des communications nationales complètes seront fournies sur une base régulière, avec des mises à jour sur les stratégies de développement à faible intensité de carbone. À propos du MRV pour les pays non visés à l'annexe I, elle a appelé à: des actions de MRV au niveau national; des CAI des communications, y compris des analyse d'experts; des consultations des parties, dans le cadre du SBI, et un rapport de synthèse. Elle a également déclaré que les mesures d'atténuation seraient soumises au MRV international.

Le Brésil, au nom du G-77/Chine, a souligné la distinction entre pays développés et pays en développement et le lien étroit entre le MRV des mesures et le MRV du soutien. Il a insisté sur le travail effectué par le SBI, soulignant qu'un processus d'examen ou tout autre processus impliquant l'examen des rapports nationaux ne constitue pas une «présentation appropriée» pour les pays non visés à l'annexe I. Le G-77/Chine s'est déclaré préoccupé par des propositions qui sont incompatibles avec la Convention, déplorant que les progrès sur le sous-alinéa 1 (b) (ii) du Plan d'Action de Bali (PAB) (atténuation par les pays développés) ne sont pas traduits en progrès sur le sous-alinéa 1 (b) (i) du PAB (atténuation par les pays en développement).

La Barbade, au nom de l'AOSIS, a exprimé une volonté d'examiner une communication plus régulière de certaines questions telles que les inventaires de GES, et a suggéré des calendriers différents pour les différents aspects des communications nationales. Elle a demandé de veiller à ce que le soutien fourni réponde à la nécessité d'améliorer les communications, et de ne pas détourner les ressources des activités existantes.

La République de Corée, au nom du GROUPE POUR L'INTÉGRITÉ ENVIRONNEMENTALE, a déclaré qu'il serait utile de procéder à une révision future des lignes directrices sur les rapports. A propos des CAI, elle a déclaré qu'elles devraient viser à faciliter les mesures d'atténuation des pays en développement, renforcer les capacités et améliorer la transparence.

L'UE a souligné la nécessité de rendre opérationnel l'accord sur le dispositif de MRV, arguant qu'il doit respecter la souveraineté nationale et tenir compte des PMA et des PEID. Elle a souligné les travaux effectués dans le cadre du MRV par l'Allemagne et l'Afrique du Sud.

L'UE a appelé à la révision des lignes directrices pour les communications nationales des pays non visés à l'annexe I, soulignant que les principes clés de ces directives doivent être résolus à Cancun. Elle a rappelé que les informations doivent être communiquées tous les deux ans, comme convenu à Copenhague, par le biais par exemple, des rapports des inventaires nationaux et d'informations complémentaires sur la manière dont les engagements pris sont mis en œuvre.

La FEDERATION DE RUSSIE a appelé à l'inclusion d'une référence aux pays à économie en transition, y compris en ce qui concerne le renforcement des capacités et d'autres formes de soutien pour la préparation des communications nationales. Les États-Unis ont souligné la nécessité d'adopter cette année, un texte exécutoire sur le MRV. L'Australie a appuyé la proposition d'un chapitre thématique distinct sur le MRV. Le Brésil a soutenu l'idée d'avoir deux sections différentes sur l'atténuation, une section pour les pays de l'annexe I et l'autre pour les pays non visés à l'annexe I.

Le délégué des PHILIPPINES a déclaré que l'AWG-LCA n'était pas le forum approprié débattre des communications nationales des pays non visés à l'annexe I, et la Thaïlande a noté que la révision des lignes directrices sur les rapports par les pays non visés à l'annexe I doit être effectuée par le SBI. Le PAKISTAN a suggéré différents cycles pour communications nationales complètes, les cycles devant changer selon les pays. L'ARABIE SAOUDITE a souligné que le MRV doit respecter pleinement la souveraineté des États et qu'il n'existe pas de sous-catégories de pays en développement dans la Convention et le PAB.

TUVALU a souligné l'importance des communications nationales complètes sur la vulnérabilité et les besoins d'adaptation. Il a appuyé l'approche selon laquelle certains pays en développement produisent des inventaires plus fréquents, en particuliers les pays grands émetteurs. Le CHILI, s'exprimant également pour la Colombie et la Costa Rica, a soutenu l'idée d'un examen technique des communications nationales mettant un accent particulier sur les inventaires de GES, et d'une procédure d'enregistrement des MAAN et de leurs impacts sur les émissions des pays. A propos de la fréquence des communications nationales, il a déclaré que les inventaires nationaux de GES, ainsi que l'état de la mise en œuvre des MAAN et l'évaluation des réductions correspondantes d'émissions de GES devront être rapportés tous les deux ans, mais que les PMA et les PEID devront faire rapport à leur discrétion. Pour ce qui est du processus d'examen des MAAN, le CHILI a déclaré que les pays en développement devront bénéficier d'un appui pour mener à bien la phase préparatoire de MRV, qui inclurait l'établissement d'un processus normalisé et d'un cadre institutionnel commun, avec des lignes directrices clairement définies, expliquant la procédure pour un examen approfondi.

L'AFRIQUE DU SUD, au nom du GROUPE AFRICAIN, a déclaré qu'il faudrait maintenir la fréquence actuelle de la soumission des communications nationales, mais avec l'introduction éventuelle d'une mise à jour à mi-parcours sur l'atténuation et les inventaires de GES. Elle a souligné que la totalité des coûts convenus des exigences d'amélioration des rapports, doit être supportée par les pays développés. Sur la

question de l'examen et de la CAI, le GROUPE AFRICAIN a déclaré que consultation internationale devrait être de facultative et qu'elle est conçue pour exploiter les capacités des pays en développement et les amener à contribuer aux efforts d'atténuation globaux.

Le Singapour a noté que les propositions, telles que celles relatives aux registres des MAAN, devraient être reflétées dans le texte. Elle a appelé à une distinction claire entre les exigences de MRV pour les MAAN bénéficiant d'un financement international et les MAAN unilatérales. La MONGOLIE a souligné la nécessité de mettre à jour les lignes directrices pour les communications nationales.

La Turquie a soutenu une augmentation de la fréquence des communications nationales, arguant que cette augmentation devrait entraîner un soutien financier et technique, et a appuyé les rapports sur les MAAN unilatérale et celles bénéficiant d'un financement. Le KIRGHIZISTAN, au nom du TADJIKISTAN, du BHOUTAN et du NÉPAL, a appelé à une attention plus grande aux pays en développement montagneux et enclavés. Tout en reconnaissant la nécessité de réviser les lignes directrices pour les communications nationales, la Sierra Leone a souligné que des critères moins rigides devraient s'appliquer aux PMA.

MRV du soutien fourni par les pays développés: Au cours du groupe de contact de l'après-midi, Mukahanana Sangarwe, la présidente de l'AWG-LCA, a fait rapport sur ses consultations avec le président de l'AWG-KP relatives à la proposition de l'AOSIS, le jeudi sur un "espace commun" pour débattre des réductions des émissions de l'annexe I. Elle a fait état d'entente pour la tenue «bientôt» de discussions conjointes, en consultation avec les parties, suggérant que les parties se concertent sur cette question. Présentant une motion d'ordre, le représentant des États-Unis a fait savoir que son pays n'est pas partie au Protocole de Kyoto et n'a pas l'intention de le devenir, et que ces discussions conjointes ne seraient pas appropriées pour les États-Unis. Il a posé la question de savoir si le résultat de cette réflexion commune, entre les deux groupes totalement distincts », s'appliquerait aux discussions dans le cadre de l'AWG-LCA. La présidente Mukahanana-Sangarwe a expliqué que le but des consultations proposées était d'explorer les possibilités pour aller de l'avant, plutôt que de combiner les discussions dans les deux GTS.

Les discussions ont ensuite porté sur le MRV de l'appui fourni par les pays développés, sur la base des questions préparées par la présidente de l'AWG-LCA. ([http://unfccc.int/files/meetings/ad\\_hoc\\_working\\_groups/lca/application/pdf/finalquestionsmrvsupportweb\\_version\\_21.35.pdf](http://unfccc.int/files/meetings/ad_hoc_working_groups/lca/application/pdf/finalquestionsmrvsupportweb_version_21.35.pdf)).

La représentante des PHILIPPINES, au nom du G-77/CHINE, a suggéré de renforcer et d'appliquer les mécanismes ou lignes directrices existantes, telles que les communications nationales, au lieu d'en établir de nouveaux. Elle a également souligné que les fonctions de MRV vont au-delà du MRV des MAAN des pays en développement. L'AUSTRALIE a soutenu l'utilisation des communications nationales pour le MRV, notant qu'elles pourraient être améliorées, par le biais notamment de l'exigence de rapports plus fréquents et l'établissement des indicateurs uniformes, afin de s'assurer qu'elles constituent un moyen efficace pour le rapport sur le financement.

Pour ce qui est des aspects du soutien qui doivent être soumis au MRV, le représentant des États-Unis a déclaré que le MRV du soutien se réfère à des mesures d'atténuation bénéficiant de financement, et a proposé d'utiliser les mécanismes existants tels que les communications nationales et les équipes d'experts chargés de l'examen. Il a appelé à des arrangements institutionnels complémentaires, et a proposé une «comptabilité en partie double» qui permet aux donateurs et aux bénéficiaires de fournir des informations sur les fonds fournis et reçus. Il a insisté sur la considération de la nécessité de compléter les lignes directrices existantes relatives à la fréquence des rapports et sur la proposition concernant les registres.

**Le CHILI a proposé le soutien pour les trois étapes du processus des MAAN:** l'élaboration des MAAN; le renforcement des capacités pour la mise en œuvre des MAAN; les rapports et l'évaluation des MAAN réalisées. Il a appuyé l'établissement d'un cadre normalisé pour les rapports, au lieu de s'appuyer sur les institutions existantes, et d'un registre international relevant de la Convention.

L'ESPAGNE, au nom de l'UE, a suggéré le MRV : du niveau de soutien fourni; de l'objet du soutien; des canaux par lesquels le soutien est fourni, qu'il soit bilatéral ou multilatéral; et des types de soutien comme les subventions ou les prêts. A propos des arrangements institutionnels, elle a observé que les communications nationales ne fournissent pas suffisamment d'informations, et que l'on pourrait au préalable explorer davantage la possibilité d'un registre. Le JAPON a souligné que les parties à l'annexe I ont déjà engagé un MRV robuste rigoureux en vertu des lignes directrices existantes sur les communications nationales, et que des informations sur les mécanismes financiers de la Convention sont également soumises au SBI. Il a conclu que l'on n'a pas besoin d'arrangements institutionnels supplémentaires pour assurer la transparence.

Notant que certaines mesures d'atténuation peuvent nécessiter un soutien technique ou un renforcement des capacités plutôt qu'une aide financière, l'AFRIQUE DU SUD, au nom du GROUPE AFRICAIN, a souligné que tous les trois aspects doivent être soumis au MRV, afin d'obtenir un «tableau complet de l'appui fourni accordé aux pays en développement. Elle a précisé que les dispositions du MRV devraient exiger des renseignements sur: le montant du financement public provenant des pays de l'annexe I et destiné aux pays non visés à l'annexe I; la forme du financement; et les types de mesures soutenues. Déplorant le manque de transparence et de précision requise des accords bilatéraux et multilatéraux actuels de financement, il a proposé un système de MRV normalisé, qui s'appuie sur les des institutions existantes et envisagées telles que le Fonds d'adaptation, le registre des MAAN et les arrangements institutionnels pour le transfert de technologie.

La BOLIVIE a suggéré que la quantification de la dette climatique historique des pays développés devrait constituer la base de MRV de soutien aux pays en développement, et examiner la nécessité, entre autres: des mesures de riposte pour les migrations induites par les changements climatiques, des besoins technologiques comme une conséquence des possibilités de développement manquées, des mesures relatives aux forêts; et des changements dans les législations. Elle a appuyé la possibilité de sanctions en cas de non-conformité.

Le Singapour a souligné que la livraison et la réception de soutien doivent être soumises au MRV, notant que les communications nationales ne constituent pas un moyen opportun ou efficace pour mener le MRV du soutien. Sur les éléments d'un cadre de MRV, la CHINE a proposé des objectifs spécifiques pour le soutien, notamment les fonds, le renforcement des capacités et le transfert de technologie, et a identifié le besoin de lignes directrices pour la fourniture d'un financement nouveau et complémentaire. L'INDE a souligné la nécessité d'un ensemble de lignes directrices communes sur ce qui constitue le financement des changements climatiques, et la vérification de l'aide par une tierce partie. L'ARABIE SAOUDITE a appuyé l'établissement d'un nouveau système de MRV plutôt que l'utilisation du système actuel de communications nationales. Elle a noté que le nouveau système devrait être établi dans le cadre du mécanisme financier et comprendre deux parties: le MRV des sources de financement, y compris les contributions en pourcentage et la part des secteurs public et privé; et le MRV du décaissement qui identifie l'appui pour, entre autres, les MAAN volontaires et l'adaptation.

**COMMUNICATIONS NATIONALES DE L'ANNEXE I (SBI):** Dans le groupe de contact, le BRESIL, appuyé par la CHINE et la BOLIVIE, a proposé le 1er Janvier 2011 comme date de présentation des sixièmes communications nationales de l'annexe I. L'UE a noté que les lignes directrices existent déjà pour la présentation des communications nationales de l'annexe I tous les quatre ans, mais a noté que cela n'écarte pas la discussion sur la fréquence des rapports dans les autres groupes. La BOLIVIE a souligné que certaines parties n'ont pas présenté leurs cinquièmes communications nationales, et a insisté sur la nécessité d'encourager la soumission. En réponse à la Chine, le Secrétariat a souligné son engagement à assurer l'équilibre dans la représentation des pays développés et des pays en développement au sein des groupes d'experts chargés de l'examen.

**RAPPORT ANNUEL DE COMPILATION ET DE COMPTABILITÉ DE L'ANNEXE B (SBI):** La CHINE, le BRESIL et la BOLIVIE, contrés par l'AUSTRALIE et la

NOUVELLE ZELANDE, ont déclaré qu'une augmentation des émissions de certains pays de l'annexe B doit être reflétée dans les conclusions. La BOLIVIE a demandé que soit reflétée également la contribution des mécanismes de flexibilité au respect des engagements. Le Secrétariat a souligné les défis qu'impliquent ces calculs, dans la mesure où «très peu de crédits ont été retirés», et que l'on ignore quand les parties à l'annexe B utiliseront leurs crédits. Les coprésidents prépareront un projet de conclusions et les consultations informelles se poursuivront

**TRANSFERT DE TECHNOLOGIE (SBI / SBSTA):** Le groupe de contact conjoint SBI / SBSTA sur le transfert de technologie s'est réuni pour examiner le projet de conclusions du SBSTA et du SBI. Les deux séries de conclusions ont été adoptées sans commentaire.

**DISPOSITIONS RELATIVES AUX REUNIONS INTERGOUVERNEMENTALES (SBI):** Le président du SBI, Owen-Jones, a informé les délégués que la session de négociation du 2 au 6 août 2010, à Bonn, en Allemagne, a été confirmée par le Bureau, et les dates et le lieu de la session suivante sont encore à l'examen. La Chine a déclaré qu'elle envisage se proposer pour accueillir la session.

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE a présenté sa proposition de convoquer une session au niveau ministériel à composition non limitée avant la CdP 16 pour traiter des «questions critiques» et fournir les orientations politiques au processus de la CCNUCC.

Le président du SBI, Owen-Jones, a noté que l'offre de l'Afrique du Sud d'accueillir la CdP 17 et la CdP / RdP 7 a été acceptée. La REPUBLIQUE DE COREE et le QATAR ont rappelé qu'ils avaient tous deux offert d'accueillir la CdP 18 et la CdP / RdP 8, et ont indiqué qu'ils sont en train de mener des consultations bilatérales sur la question.

Les États-Unis ont proposé de planifier les réunions futures de manière à ce qu'elles se terminent le jeudi, tandis que L'ARABIE SAOUDITE a fait observer qu'un nombre plus important de parties souhaiteraient que les réunions se terminent le mercredi. Les États-Unis ont également suggéré de ne pas organiser des réunions le samedi après-midi afin de faciliter les discussions informelles qui ont souvent lieu le dimanche.

Les États-Unis, avec l'Australie et le Bangladesh, au nom du G-77/Chine, ont souligné la nécessité d'une salle de conférence provisoire en attendant l'achèvement des installations de conférence permanentes. L'Allemagne a fourni une mise à jour des progrès sur le bâtiment des conférences.

**RÉDUCTIONS DES ÉMISSIONS DE L'ANNEXE I (AWG-KP):** Au cours du groupe de contact, les parties se sont concentrées sur la transparence et sur le document technique du Secrétariat sur la traduction des engagements en objectifs quantifiés de limitation et de réduction des émissions (QELRO) (FCCC/KP/AWG/2010/2).

La FEDERATION DE RUSSIE a souligné que leur engagement dépend de l'issue des discussions de l'UTCATF. La Chine s'est dit préoccupée par la diminution de l'engagement pré-Copenhague du Canada, qui est passé de 20% d'ici 2020 par rapport aux niveaux de 2006, à 17% d'ici 2020 par rapport aux niveaux de 2005, notant que cela représente un mouvement dans la mauvaise direction. Le Canada a souligné que son objectif a été aligné sur les niveaux promis par les États-Unis dans l'Accord de Copenhague et que cet alignement est nécessaire étant donné les liens économiques entre les deux pays.

Les États fédérés de Micronésie, au nom de l'AOSIS, ont souligné le besoin d'informations supplémentaires sur les hypothèses qui sous-tendent les engagements des pays. Dans une présentation sur l'effet des UQA excédentaires et des différents systèmes comptables UTCATF sur les émissions réelles, l'ESPAGNE, au nom de l'UE, a souligné la nécessité de connaître les règles avant de fixer les objectifs de réduction. Elle a plaidé pour un espace commun où débattre de ces questions avec «toutes les parties dans la salle.» La CHINE a déclaré que la résolution de la question réglementaire ne résoudra pas le problème de la faiblesse de l'ambition.

BOLIVIE a appelé à l'examen du budget dans l'atmosphère de 1750 à 2050, le calcul d'une part équitable de ce budget par habitant ainsi que le montant que chaque pays a émis par habitant, et l'utilisation de ce chiffre pour déterminer la responsabilité de la réduction des émissions. Il s'est opposé à toute tentative d'unifier les deux pistes de négociation.

L'AFRIQUE DU SUD a déclaré que les règles comptables UTCATF devraient être définies d'une manière à entraîner des réductions nettes des émissions. Il a souligné l'avantage de ne pas reporter des surplus d'UQA, ainsi que l'importance de la complémentarité de l'utilisation des mécanismes de flexibilité.

La BOLIVIE a appelé à l'examen du budget dans l'atmosphère de 1750 à 2050, au calcul d'une part équitable de ce budget par habitant, ainsi que du volume des émissions par pays et par habitant, et l'utilisation de ce chiffre pour déterminer la responsabilité de réduction des émissions. Elle s'est opposée à toute tentative d'unifier les deux pistes de négociation.

**QUESTIONS DIVERSES (AWG-KP):** Lors de consultations informelles sur l'UTCATF, les parties se sont concentrées sur les produits ligneux récoltés, les perturbations naturelles et la variabilité interannuelle. Plusieurs parties ont souligné la nécessité de transparence dans la comptabilité et certaines ont appelé à l'examen des liens potentiels entre les règles de l'UTCATF et REDD +plus.

**RECHERCHE ET OBSERVATION SYSTÉMATIQUE (SBSTA):** Au cours des consultations informelles dans l'après-midi, les parties ont échangé des vues sur un nouveau projet de conclusions.

#### **FORUM DES POINTS FOCAL EN VERTU DU PTN**

Le vendredi soir, s'est tenu le troisième forum pour les développeurs en vertu du PTN. Konaté, le président du SBSTA, a souhaité aux parties et organisations partenaires du PTN, la bienvenue à ce forum pour discuter des activités et réfléchir sur les possibilités de capitaliser la réussite de ce Programme.

Le Secrétariat a fourni une mise à jour sur la mise en œuvre du PTN, notant que le Programme compte aujourd'hui 181 organisations partenaires et qu'ils ont reçu 100 promesses d'action.

Les organisations partenaires ont fait rapport sur les activités entreprises, y compris celles visant les praticiens d'adaptation aux niveaux national, infra national et communautaire. L'INSTITUT INTERNATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT a souligné une série de quatre ateliers sur l'adaptation axée sur la communauté. L'ORGANISATION MÉTÉOROLOGIQUE MONDIALE a fait une présentation sur les activités relatives aux observations des données, la modélisation climatique et la recherche. Le STOCKHOLM ENVIRONMENT INSTITUTE a parlé l'absence de publications pertinentes revues par des pairs dans les pays en développement et de leurs efforts de renforcement des capacités pour y remédier. ICLEI - LOCAL GOVERNMENTS FOR SUSTAINABILITY a parlé des résultats du premier Congrès mondial sur les villes et de l'adaptation aux changements climatiques. La WORLD FEDERATION OF ENGINEERING ORGANIZATIONS a discuté des outils à utiliser par les communautés locales pour évaluer la vulnérabilité de l'infrastructure.

L'UICN a fait rapport sur leur promesse d'action sur l'adaptation fondée sur les écosystèmes, tandis que le PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT a présenté son réseau mondial pour l'adaptation aux changements climatiques. Tearfund a présenté CEDRA, un outil d'évaluation sur le terrain des changements climatiques, du risque de dégradation environnementale et de l'adaptation, utilisé par les agences travaillant dans les pays en développement.

L'ORGANISATION POUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT a parlé de son orientation politique globale qui vise à intégrer l'adaptation dans les processus politiques. LE GLOBAL CHANGE SYSTEME FOR ANALYSIS a indiqué qu'ils sont en train d'organiser un dialogue au niveau national entre les représentants du gouvernement, la société civile et les scientifiques, ainsi qu'une évaluation des connaissances au niveau régional en se concentrant sur la «littérature grise» qui sera intégrée dans le RE5 du GIEC. LA STRATÉGIE INTERNATIONALE DE PRÉVENTION DES CATASTROPHES, DES NATIONS UNIES a souligné la mise en œuvre renforcée de l'adaptation aux niveaux national et local. PRACTICAL ACTION a discuté de ses programmes au niveau communautaire visant à développer la sensibilisation et la capacité. LE CENTRE INTERNATIONAL POUR DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ DES MONTAGNES a souligné leur établissement des liens entre les pays en amont et ceux en aval pour traiter de la vulnérabilité liée à l'eau.

Le CENTRE D'ÉTUDES AVANCÉES DU BANGLADESH, LE RÉSEAU IBÉRO-AMÉRICAIN DES BUREAUX DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES; LE PROGRAMME RÉGIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT DU PACIFIQUE, LE CENTRE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE DE LA COMMUNAUTÉ DES CARAÏBES et le COMITÉ DE COORDINATION DES PEUPLES AUTOCHTONES D'AFRIQUE, ont fait rapport sur les projets régionaux pour d'adaptation

FAIRTRADE a mis l'accent sur les activités visant à surmonter les obstacles que constituent les coûts pour les petits producteurs et le STOCKHOLM INTERNATIONAL WATER INSTITUTE a parlé de leurs programmes de renforcement des capacités pour les ressources en eau transfrontalières.

L'UNIVERSITÉ DES NATIONS UNIES a examiné les activités de recherche pertinentes et a envisagé un programme conjoint de masters. Le GIEC a mis en exergue le Groupe de travail sur les scénarios du climat et l'analyse d'impact (TGICA) qui facilite la distribution et l'application des données et des scénarios liés aux changements climatiques, soulignant la nécessité de publications bien documentées et revues par les pairs. Le PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT a présenté son impressionnant portefeuille de projets pour l'adaptation, notant son rôle en tant qu'agence d'exécution du FEM pour ses projets visant les PMA.

Les participants ont ensuite tenu une séance d'échange d'idées sur les possibilités de s'appuyer sur la réussite du PTN et de répondre aux besoins d'adaptation qui ont été identifiés au cours du programme.

#### **DANS LES CORRIDORS**

Le vendredi, les salles de réunion plus petites de l'Hôtel Maritim étaient occupées par les consultations informelles du SBSTA et du SBI, où les experts techniques des parties ont travaillé avec diligence afin de finaliser le projet de conclusions. Dans les négociations à long terme, l'optimisme des progrès accomplis jeudi dans la recherche d'un «espace commun» pour permettre aux deux GTS de tenir des discussions a commencé à se dissiper après l'intervention des États-Unis dans l'AWG-LCA et beaucoup ont eu le sentiment que, globalement, les parties ont surtout réitéré leurs positions énoncées au cours de cette première semaine. «Je vais d'ores et déjà me concentrer sur programme de la semaine prochaine, en espérant que nous allons y commencer faire des progrès», a commenté un délégué en quittant la salle.

En effet, beaucoup semblaient en train de réfléchir déjà sur l'avenir. La délégation sud-africaine a démontré son engagement à la réussite de la Coupe du Monde de la FIFA, qui débutera vendredi prochain, et a observé la «journée du football le vendredi», en revêtant leur maillot national. Beaucoup ont participé à l'événement du Mexique sur les arrangements pour la CdP 16 et la CdP /MOP 6. Certains participants, surtout ceux de la société civile, ont exprimé un certain scepticisme à l'idée d'organiser des événements parallèles à quelque six kilomètres du site principal. Cependant, ils se sont gardés d'émettre des critiques, les Mexicains ayant fait savoir que l'idée était d'avoir «une conférence intégrée», plutôt que des espaces séparés pour les ONG et les gouvernements, et souligné que les bus assureront des navettes en permanence entre les deux sites.

On a également entendu certains spéculer sur le lieu de la session de négociation d'automne avant Cancún, la Colombie, le Sénégal, la République de Corée et la Chine figurant parmi les noms mentionnés dans les corridors. Un bon nombre de délégués semblaient parier sur la Chine - alors que certains spéculaient que des réservations d'hôtel de secours avaient été faites dans une ville européenne habituée aux négociateurs.

D'autres attendaient impatiemment la fête des ONG le samedi. «Ce week-end, je serai en train de négocier la piste de danse - et je n'ai l'intention de faire aucun compromis», a déclaré une participante désireuse de bouger ses jambes.